



**COMMUNE DE SAINTE-FOY-LA-GRANDE**  
**1 PLACE GAMBETTA**  
**33220 SAINTE-FOY-LA-GRANDE**  
**SIRET : 21330402500017**  
**Tel : 05 57 46 10 84**

## **Marché public de fournitures courantes et de services**

### **Location de véhicules**

<b>Règlement de la consultation</b> <b>RC</b>
--

MARCHE N°2023-004 – LOCATION DE VEHICULES
---

Procédure adaptée  
**Marché passé en application de l'article R. 2121-1**  
**du Code de la Commande Publique**

Date limite de remise des offres : **le vendredi 13 octobre 2023 à 12 heures**, terme de rigueur.

## **SOMMAIRE**

<b><u>ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES</u></b>	<b><u>3</u></b>
1.1 - OBJET DU MARCHÉ	3
1.2 - DECOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS	3
1.3 – DUREE DU MARCHÉ	3
1.4 – LIEU DE FOURNITURE	3
1.5 – VARIANTES	3
1.6 – DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES	3
1.7 – DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	3
<b><u>ARTICLE 2 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES</u></b>	<b><u>3</u></b>
<b><u>ARTICLE 3 : MODIFICATION DU DOSSIER DE CONSULTATION</u></b>	<b><u>3</u></b>
<b><u>ARTICLE 4 : CONTENU DES CANDIDATURES ET DES OFFRES</u></b>	<b><u>4</u></b>
<b><u>ARTICLE 5 : CRITERES D'ATTRIBUTION</u></b>	<b><u>4</u></b>
<b><u>ARTICLE 6 : CONDITIONS GENERALES D'ENVOI OU DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES</u></b>	<b><u>4</u></b>
<b><u>ARTICLE 7 : DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS</u></b>	<b><u>5</u></b>
<b><u>ARTICLE 8 : LANGUE</u></b>	<b><u>5</u></b>
<b><u>ARTICLE 9 : CLAUSE ATTRIBUTIVE DE JURIDICTION</u></b>	<b><u>5</u></b>

## Règlement de la consultation

### Article 1 : Objet de la consultation - Dispositions générales

#### 1.1 - Objet du marché

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCATP) concernent la location de quatre véhicules par le biais d'un contrat de location longue durée ou d'un contrat de location avec option d'achat.

Les véhicules concernés sont 3 fourgonnettes de type « utilitaire » et un véhicule de tourisme 5 places dont les descriptifs sont en annexe.

#### 1.2 - Décomposition en tranches et lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches ou en lots.

#### 1.3 - Durée du marché

Le marché est conclu avec le titulaire pour **une durée de 48 mois à compter de la livraison et au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2024.**

#### 1.4 – Lieux de fourniture des véhicules

Le lieu de fourniture des véhicules est : 1 place Gambetta 33220 SAINTE-FOY-LA-GRANDE.

#### 1.5 – Variantes

Les candidats peuvent présenter une offre en location longue durée (LLD) ou en location avec offre d'achat (LOA), ou les deux.

Les candidats doivent inclure une variante « véhicule à faible émission ».

#### 1.6 – Date et heure limite de remise des offres

Les offres complètes, au sens des articles 4 et 6 du présent règlement de consultation, doivent être remises **avant le vendredi 13 octobre 2023 à douze (12) heures**, terme de rigueur, dans les conditions prévues à l'article 6 susmentionné.

#### 1.7 – Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **un mois** à compter de la date limite de réception des offres.

Le candidat retenu sera informé de la décision d'attribution dans le délai de validité des offres.

### Article 2 : Contenu du dossier de consultation des entreprises

L'accès aux documents de la consultation est gratuit, complet, direct et sans restriction sur le site : **demat-ampa.fr**

Le DCE est composé des documents suivants :

- Cahier des Clauses Techniques et Particulières (CCATP) ;
- Acte d'Engagement (AE) ;
- Règlement de Consultation (RC).
- Annexe

### Article 3 : Modification du dossier de consultation

La personne publique se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 5 jours avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

## Règlement de la consultation

### Article 4 : Contenu des candidatures et des offres

Les candidats auront à produire, les pièces ci-dessous définies.

#### Éléments nécessaires à la sélection des candidatures :

- Document Unique de Marché Européen à remplir, inclus dans la consultation en ligne. (Le service DUME est un service dématérialisé qui, à l'instar des formulaires DC1, DC2 et DC4, permet aux opérateurs économiques de prouver de manière simple et conformément au droit en vigueur qu'ils remplissent les critères de sélection d'une offre et n'entrent pas dans un cas prévu par les interdictions de soumissionner.)

#### Éléments nécessaires au choix de l'offre :

- L'acte d'engagement et son annexe.
- Un mémoire technique.

### Article 5 : Critères d'attribution

Les critères de choix de l'offre économiquement la plus avantageuse, sont classés et pondérés de la manière suivante :

CRITERE	PONDERATION
Prix	60%
Valeur technique de l'offre	20%
Délai de livraison	20%

Le critère valeur technique sera noté sur 20 points, le critère délai de livraison sera noté sur 20 points et le critère prix sur 60 points. Les notes obtenues pour chaque critère de jugement des offres seront ensuite additionnées pour former la note globale de l'offre. L'offre conforme obtenant la note la plus élevée se verra attribuer le marché.

- La valeur technique de l'offre (évaluée grâce au mémoire) et le délai de livraison sont notés sur 100 points chacun.

La note obtenue est ensuite pondérée à 20%, selon la formule suivante :

$$\text{Note de l'offre} = \text{Note sur 100} * 20\%$$

- La valeur prix (prix des prestations) est notée sur 100 points et pondérée à 60%, selon la formule suivante appliquée au prix :

$$\text{Note de l'offre} = (\text{Valeur de l'offre moins disante}) / (\text{Valeur de l'offre étudiée}) * 60$$

### Article 6 : Conditions générales d'envoi ou de remise des candidatures et des offres

En application des dispositions prévues aux articles R. 2132-7 et suivants du code de la commande publique, le dossier du candidat (comprenant les documents relatifs à la candidature et les documents relatifs à l'offre), est transmis obligatoirement par voie électronique.

La transmission dématérialisée est effectuée via le profil de la personne publique suivant : <https://demat-ampa.fr>

## **Règlement de la consultation**

Les frais d'accès au réseau sont à la charge des candidats. Chaque transmission dématérialisée fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Le fuseau horaire de référence est celui qui est indiqué sur le site du profil de la personne publique.

Il est rappelé que seule la transmission électronique complète avant l'heure limite de réception des offres, définie à l'article 1.7 du présent règlement de consultation, constitue une offre électronique remise dans les délais. Une offre électronique, en cours de transmission au moment de l'heure limite de réception des offres, constitue une offre reçue hors délai.

### **Article 7 : Demandes de renseignements**

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir une demande au moyen du profil de la personne publique au plus tard 5 jours calendaires avant la date limite de remise des offres.

### **Article 8 : Langue**

L'ensemble des documents fournis par le candidat en réponse au présent appel d'offres est rédigé en langue française.

Dans l'hypothèse où le candidat étranger produit un document émanant d'une administration de son pays d'origine, ce document doit être accompagné d'une traduction en langue française dont le candidat atteste l'exactitude.

### **Article 9 : Clause attributive de juridiction et voies de recours**

La loi française est seule applicable au présent marché. En cas de litige, le tribunal compétent est :

Tribunal Administratif de Bordeaux  
9, rue Tastet  
33000 Bordeaux  
Téléphone : 05 56 99 38 00  
Télécopie : 05 56 24 39 03  
Courriel : greffe.ta-bordeaux@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats évincés sont les suivantes :

- Recours gracieux adressé à Madame la Présidente, 1 Place Gambetta 33220 Sainte-Foy-la-Grande, dans un délai de 2 mois après la notification/publication de la décision et avant la signature du contrat ;
- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat ;
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA ;
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat) ;
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.